



**PRÉFET  
DE LA VENDÉE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité départementale de la Vendée  
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr  
Réf. DREAL/UD85 : ENV – D.25.393  
Réf SRNT : 2025-0563  
Réf. Préf. : Dossier n°90-0006  
n°AIOT/GUN : 0006300834

La Roche sur Yon, le 08 Septembre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

### **Visite d'inspection du 27/08/2025**

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

### **CARRIERES MOUSSET SA**

Les Lombardières  
85140 STE FLORENCE

**Références :** 2025-0563-Rapport\_Inspection  
**Code AIOT :** 0006300834

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/08/2025 dans l'établissement CARRIERES MOUSSET SA implanté Les Lombardières STE FLORENCE 85140 Essarts en Bocage. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES MOUSSET SA
- Les Lombardières STE FLORENCE 85140 Essarts en Bocage
- Code AIOT : 0006300834
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est autorisée par l'arrêté n° 04-DRCLE-1-274 du 27 mai 2004 pour 30 ans dont les prescriptions ont été complétées par APC n°21-DRACTAJ-1-599 du 29 octobre 2021. La superficie totale autorisée de la carrière est d'environ 84 ha pour un tonnage maximum autorisé de 2 000 000 tonnes/an. Le gisement est exploité à l'explosif après pompage des eaux d'exhaure. Les installations de traitement présentes sur site ont une puissance totale de 3 030 kW.

L'exploitation a fait l'objet de plusieurs APC dont le dernier date du 16 avril 2025.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Instabilité front de taille

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire  | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
| 3  | Suivi des eaux d'exhaures rejetées   | Arrêté Préfectoral complémentaire du 16/04/2025, article 3.1.1 | Demande d'action corrective  | 1 mois                |
| 6  | Rejet dans le milieu naturel   | Arrêté Préfectoral du 27/05/2004, article 4.3-a                | Demande de justificatif à l'exploitant   | 3 mois                |
| 7  | Rubriques IOTA prélèvements  | Code de l'environnement du 01/01/2016, article R513-1-I        | Demande de justificatif à l'exploitant   | 3 mois                |
| 9  | Mesures de restriction en période de sécheresse portant sur le prélèvement | Arrêté Ministériel du 04/07/2024, article 2 (I-II-III-IV)      | Demande d'action corrective  | 6 mois                |
| 12 | déclaration annuelle GEREP   | Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.V                  | Demande d'action corrective  | 6 mois                |
| 13 | Incidents et accidents   | Arrêté Préfectoral du 27/05/2004, article 2.4                  | Demande d'action corrective  | 1 mois                |
| 14 | Instabilité front d'abattage   | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6                 | Demande d'action corrective  | 1 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire  | Autre information |
|----|--|--|-------------------|
| 1  | Conditions générales de l'autorisation /plan                       | Arrêté Préfectoral du 27/05/2004, article 2.10                 | Sans objet        |
| 2  | Rejet d'eau dans le milieu naturel (quantités rejetées et pompées) | Arrêté Préfectoral du 27/05/2004, article 4.3-b § 5-6          | Sans objet        |
| 4  | Suivi des eaux d'exhaure rejetées                                  | Arrêté Préfectoral complémentaire du 16/04/2025, article 3.1.2 | Sans objet        |
| 5  | Suivi des eaux d'exhaures rejetées                                 | Arrêté Préfectoral complémentaire du 16/04/2025, article 3.1.3 | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire  | Autre information |
|----|--|--|-------------------|
| 8  | Mesures de restriction en période de sécheresse portant sur le prélèvement | Arrêté Ministériel du 04/07/2024, article 1(I-II)                          | Sans objet        |
| 10 | Apports des déchets inertes  | Arrêté Préfectoral complémentaire du 16/04/2025, article 3.2.2 (1-2-3-4-5) | Sans objet        |
| 11 | Apport des déchets inertes   | Arrêté Préfectoral complémentaire du 16/04/2025, article 3.2.2 (6)         | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis 2023, l'exploitant mène des actions relatives à l'approfondissement de la connaissance et du suivi quantitatif des eaux sur son site :

- élaboration d'une étude hydrogéologique en 2023,
- mise en place de 5 piézomètres et de 15 compteurs d'eau en 2024,
- installation d'un process de lavage des matériaux et de traitement des eaux chargées associé à la modification du circuit des eaux prévue au printemps 2026.

Ces actions permettent d'estimer les volumes d'eau en circulation sur le site et les consommations réelles en lien avec les usages et les activités. L'exploitant doit compléter ses investigations afin de pouvoir distinguer les volumes d'eau pluviale des volumes d'eau prélevés dans la ressource. Il doit également justifier que la nappe superficielle dans laquelle il prélève les volumes d'eau est déconnectée des cours d'eau superficiels du bassin versant de la Petite Maine et du Petit Lay.

Il doit se positionner au titre de des rubriques IOTA (Loi sur l'eau) concernant les volumes d'eau prélevés dans la nappe superficielle et les ouvrages mis en place dans le cadre du suivi piézométrique.

Il doit également compléter la procédure d'acceptation des matériaux inertes et le modèle de document d'acceptation préalable (DAP) correspondant avant l'accueil des déchets inertes externes prévu en fin d'année 2025.

Au vu du mouvement de terrain survenu sur le front de taille situé au sud de la carrière, l'exploitant doit fournir à l'inspection un rapport d'incident permettant d'analyser l'incident, les risques et les actions correctives prévues pour y remédier et assurer la sécurité pérenne sur le secteur.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Conditions générales de l'autorisation /plan

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/05/2004, article 2.10  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, plan   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Un plan à une échelle adaptée à la superficie autorisée doit être en permanence disponible au siège de l'entreprise. Il doit indiquer les limites du périmètre autorisé, l'emplacement des bornes, les abords dans un rayon de 50 mètres, les parois et fronts de taille, les cartes des différents niveaux d'exploitation définies au niveau NGF, les zones de remise en état. Ce plan doit être mis à jour tous les ans.  |
| <b>Constats :</b><br>Avant la visite, à la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection le plan topographique actualisé au 24 novembre 2024. Les éléments susmentionnés sont bien identifiés sur le plan et sur la légende excepté la limite de la zone d'extraction qui est n'est pas représentée sur le plan.<br>L'exploitant indique que les zones de remise en état ne sont pas représentées car les travaux les concernant ne sont pas prévus à ce jour mais en fin d'exploitation.<br>L'exploitant respecte la prescription ci-dessus.<br>Lors de la visite précédente, il a été demandé à l'exploitant de faire figurer en plus la limite de la fosse autorisée. La légende présente le tracé mais ce dernier n'est pas présent sur le plan. |
| <b>Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>Dans le cadre de l'actualisation du plan d'exploitation en novembre 2025, l'inspection demande à l'exploitant de représenter la limite de la zone d'extraction, telle qu'elle est indiquée sur la légende.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

### N° 2 : Rejet d'eau dans le milieu naturel (quantités rejetées et pompées)

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/05/2004, article 4.3-b § 5-6   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux d'exhaure, eaux pluviales   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le rejet s'effectue en un seul émissaire. Cet émissaire est équipé d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.<br>Les quantités d'eaux d'exhaure et de pluie pompées pour envoi en décantation sont mesurées par l'utilisation d'une pompe à débit taré équipée d'un compteur horaire totalisateur ou tout dispositif équivalent. Les quantités d'eau rejetées au ruisseau « le Douet » à partir du dernier bassin sont mesurées par un système de comptabilisation approprié. L'exploitant relève chaque mois les volumes pompés et consigne les valeurs sur un registre spécifique tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement. |
| <b>Constats :</b><br>Lors de visite, l'inspection constate que le canal de mesure du débit est en fonctionnement. Du fait de la période de sécheresse actuelle, le débit est de 7 m <sup>3</sup> /heure. L'exploitant indique que le débit maximum est d'environ 150 m <sup>3</sup> /heure.<br>Suite à la visite d'inspection du 05 septembre 2023, l'exploitant a élaboré en janvier 2024 une étude relative à l'élaboration d'un modèle hydrogéologique simplifié confiée à GEOSCOP. Dans ce cadre, le schéma du circuit des eaux sur la carrière a été actualisé et précisé : les eaux d'exhaure pompées dans le bassin à l'étage 7 sont évacuées dans le bassin à l'étage 5.   |

Chacun des bassins est doté d'un compteur volumétrique. Au niveau du by-pass, des compteurs horaires permettent de mesurer les volumes d'eau qui partent à la décantation et les volumes d'eau récupérés dans la réserve enterrée pour être utilisés.

L'exploitant indique qu'en 2024, le volume d'eau d'exhaure prélevé est estimé entre 600 et 650 000 m<sup>3</sup> (absence de compteur avec suivi fiabilisé) et que le volume d'eau rejeté est de 607 371 m<sup>3</sup> (suivi canal de comptage).

Pour le premier semestre 2025, le volume d'eau d'exhaure prélevé est de 231 011 m<sup>3</sup> et le volume d'eau rejeté de 209 961 m<sup>3</sup>.

Les volumes d'eau pluviale ne sont pas différenciés des volumes d'eau d'exhaure. L'exploitant indique que les actions menées notamment depuis 2024 concernant l'installation et le suivi de 5 piézomètres, la mise en place et le suivi de 15 compteurs d'eau vont permettre d'identifier l'influence de l'exploitation sur la ressource naturelle et de suivre les consommations d'eau en fonction des usages. L'exploitant indique que dans le cadre des actions d'amélioration du circuit de l'eau prévu en 2026, des investigations hydrogéologiques complémentaires à l'étude hydrogéologique de 2024 permettront de préciser l'origine des prélèvements d'eau (nappe superficielle, nappe souterraine) et de différencier les volumes d'eau pluviales.

L'exploitant respecte la prescription.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Suivi des eaux d'exhaures rejetées

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral complémentaire du 16/04/2025, article 3.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, suivi paramètres complémentaires

**Prescription contrôlée :**

L'article 4.3 b)§3 de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2004 est ainsi complété :

« - conductivité, Sulfates ;

- Métaux potentiellement liés au drainage acide :, Aluminium, Cuivre, Fer, Manganèse, Nickel ;

- Autres métaux : Arsenic, Cadmium, Chrome, Plomb, Zinc. »

**Constats :**

Avant la visite de contrôle, l'exploitant a transmis à l'inspection les résultats du suivi des rejets des eaux d'exhaure (réalisé le 12 juin 2025).

Les sulfates et le manganèse n'ont pas fait l'objet de suivi.

L'exploitant ne respecte pas la prescription.

**Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de prendre en compte les sulfates et le manganèse dans le cadre du prochain suivi qui devra être réalisé avant fin septembre 2025.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

### N° 4 : Suivi des eaux d'exhaure rejetées

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral complémentaire du 16/04/2025, article 3.1.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, modification de la fréquence de mesure  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>1-l'article 4.3 b)§7 de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2004 est ainsi remplacé :<br>« Un contrôle trimestriel pendant trois ans puis semestriel (sur avis motivé de l'exploitant et après avis de l'inspection) de la qualité des eaux rejetées au milieu naturel est effectué par l'exploitant avec envoi d'un prélèvement pour analyses par un laboratoire agréé. L'ensemble des paramètres mentionnés au §3 complété font l'objet de ce contrôle. » |
| <b>Constats :</b><br>Préalablement à la visite de contrôle, l'exploitant a transmis à l'inspection les résultats du suivi qualitatif des eaux d'exhaure rejetées. Le suivi a été réalisé le 12 juin 2025. Il respecte la fréquence trimestrielle au vu de la date de l'arrêté d'autorisation complémentaire (14 avril 2025).<br>L'exploitant respecte la prescription.  |
| <b>Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>Le prochain suivi devra être réalisé en septembre 2025.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

#### N° 5 : Suivi des eaux d'exhaures rejetées

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral complémentaire du 16/04/2025, article 3.1.3   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, suivi en continu du pH  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Un article d) est créé à l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2004.<br>1. Suivi en continu du pH<br>« Sous 6 mois, l'émissaire de rejet des eaux de la carrière est muni d'un dispositif de suivi et d'enregistrement en continu du pH.<br>En dehors de la plage de pH indiqué à l'article 4.3- b) tout rejet vers le milieu est arrêté via un dispositif d'asservissement automatique avec transmission de l'information au personnel compétent.<br>Une surveillance a minima hebdomadaire des dispositifs précités (contrôle des sondes pH notamment) est mise en place. Le dispositif de transmission de l'information au personnel compétent est vérifié a minima mensuellement »   |
| <b>Constats :</b><br>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant présente le synoptique du dispositif d'asservissement du pompage sur mesure dont la mise en place est prévue mi-septembre 2025. Il sera installé en amont du circuit de l'eau, à l'étage 5. L'automate capte les informations qui sont transmises directement sur un smartphone et permet une traçabilité des données.<br>Une procédure sera formalisée courant septembre 2025 et le personnel concerné (5 agents) par la transmission de l'information sera formé.<br>L'exploitant indique également que selon lui, le gisement étant principalement basique, le suivi en continu du pH ne le concerne pas véritablement. L'inspection précise que le suivi permettra aussi de vérifier si les eaux rejetées respectent bien les valeurs du pH (inférieures au seuil de 8,5), notamment dans le cadre des opérations d'accueil des déchets inertes externes.<br>L'exploitant respecte la prescription. |
| <b>Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>L'inspection demande à l'exploitant de mettre à sa disposition les éléments permettant de justifier que ce dispositif est bien mis en place selon les dispositions de l'article précité.  |

|  |
|--|
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite |
|--|

#### N° 6 : Rejet dans le milieu naturel

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/05/2004, article 4.3-a   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux de procédé  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les rejets d'eau de procédé des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du site autorisé sont interdits. Ces eaux sont intégralement recyclées. Le circuit de recyclage est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux est prévu.  |
| <b>Constats :</b><br>L'étude hydrogéologique menée en 2024 par GEOSCOPE précise que la gestion des eaux de lavage des matériaux n'est pas dissociée du reste des eaux d'exhaure. Les eaux chargées issues du lavage sont dirigées vers le bassin de décantation des eaux de l'étage 4 (où elles décantent) et rejoignent le bassin de l'étage 5 avant d'être repompées vers le bypass de la plateforme supérieure. L'exploitant indique qu'au vu des préconisations proposées dans cette même étude, une modification du circuit de l'eau est prévue qui sera associée à l'installation d'un nouveau processus de traitement/lavage des eaux chargées. Un des objectifs est de récupérer les matériaux/sables les plus gros et de les valoriser (matériaux commercialisables). Le début des travaux est prévu au printemps 2026.<br>L'inspection rappelle à l'exploitant que si ces sables récupérés ne sont pas commercialisables, ils devront être intégrés au plan de gestion des déchets inertes.<br>L'exploitant ne respecte pas la prescription. |
| <b>Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les éléments (cahier des charges, études, devis) justifiant la mise en œuvre de l'installation du processus de traitement des eaux chargées, associée à la modification du circuit des eaux.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant  |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois  |

#### N° 7 : Rubriques IOTA prélèvements

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2016, article R513-1-I   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, bénéfice d'antériorité   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Pour les installations existantes relevant des dispositions de l'article L. 513-1, l'exploitant doit fournir au préfet les indications suivantes :<br>1° S'il s'agit d'une personne physique, ses nom, prénoms et domicile. S'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique et l'adresse de son siège social, ainsi que la qualité du déclarant ;<br>2° L'emplacement de l'installation ;<br>3° La nature et le volume des activités exercées ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles l'installation doit être rangée. |
| <b>Constats :</b><br>Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection les éléments suivants concernant les volumes d'eau prélevés et rejetés :  |



- un volume prélevé entre 600 et 650 000 m<sup>3</sup> et un volume d'eau rejeté de 607 371 m<sup>3</sup> (suivi canal de comptage) pour 2024.

- un volume d'eau prélevé est de 231 011 m<sup>3</sup> et un volume d'eau rejeté de 209 961 m<sup>3</sup> pour le premier semestre 2025.

L'étude hydrogéologique réalisée en 2024 par GEOSCOP estime "pour 2023, sur la base des précipitations annuelles, un prélèvement au bassin de la petite Maine de 601 924 m<sup>3</sup> pour les eaux superficielles et de 225 574 m<sup>3</sup> pour les eaux souterraines". « L'estimation n'est pas faite sur le bassin versant du petit Lay".

Au vu de ces données, l'inspection considère que l'exploitant doit se positionner clairement sur l'application de les rubriques IOTA relatives aux prélèvements d'eau selon la nappe dans laquelle est prélevée l'eau ainsi que pour les ouvrages mis en place pour le suivi piézométrique.

**Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de se positionner au regard de la rubrique « prélèvements en eau » de la nomenclature IOTA. Pour toute information complémentaire, il peut se rapprocher du service police de l'eau de la DDTM 85.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 8 : Mesures de restriction en période de sécheresse portant sur le prélèvement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/07/2024<sup>1</sup>, article 1(I-II)

**Thème(s) :** Risques chroniques, prélèvement d'eau total annuel

**Prescription contrôlée :**

I. L'AM du 3 juillet 2024 modifiant l'arrêté du 30 juin 2023 en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement s'applique aux ICPE soumises à autorisation ou enregistrement et dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 m<sup>3</sup>.

II. Au sens du présent arrêté, on entend par :

"- prélèvement d'eau : les prélèvements, en mètres cubes par jour, effectués dans le réseau d'adduction (eau potable), éventuellement dans d'autres réseaux et dans le milieu naturel (eaux superficielles ou eaux souterraines), à l'exclusion des prélèvements en milieu marin, de la récupération d'eau de pluie en vue de sa réutilisation"

"- période de sécheresse : période durant laquelle est applicable un arrêté de restriction instaurant un niveau de gravité (vigilance, alerte, alerte renforcée ou crise) mentionné à l'article R. 211-66 du code de l'environnement à l'échelle d'une zone d'alerte telle que définie à l'article R. 211-67 du code de l'environnement."

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant précise que son exploitation est soumise à l'AM sécheresse. Il indique que la carrière prélève annuellement un volume de 250 m<sup>3</sup> d'eau dans le réseau AEP, utilisés pour les sanitaires et bureaux. Les autres usages de l'eau proviennent du prélèvement des eaux d'exhaure. Le volume des eaux d'exhaure prélevé est estimé (sans distinction des volumes d'eau pluviales) de 600 et 650 000 m<sup>3</sup> (absence de compteur avec suivi fiabilisé) en 2024 et 231 011 m<sup>3</sup> pour le premier trimestre 2025.

L'inspection précise à l'exploitant que les eaux de pluies récupérées en vue de leur réutilisation ou rejetées sans utilisation dans le milieu peuvent être exclues dans le calcul du prélèvement total

<sup>1</sup> Arrêté ministériel du 03/07/2024 modifiant l'arrêté du 30/06/2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement - NOR : TREP2414733A

annuel sous réserve que leur volume soit évalué et justifié (notamment via une évaluation des précipitations (station météo) ou cartographie du site).

L'exploitant respecte la prescription.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 9 : Mesures de restriction en période de sécheresse portant sur le prélèvement

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/07/2024<sup>1</sup> article 2 (I-II-III-IV)

**Thème(s) :** Risques chroniques, restriction usages de l'eau

**Prescription contrôlée :**

I. Les installations classées mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :

- vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ;
- alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;
- alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;
- crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.

II. Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond, pour chaque milieu de prélèvement, en période normale d'activité et hors période de sécheresse, au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente. Une valeur forfaitaire de 5 % est déduite de ce volume de référence, correspondant aux usages nécessaires à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement. La déduction d'un volume supérieur, dûment justifié, peut être réalisée par l'exploitant.

III. Les réductions mentionnées au I sont réalisées sur chacun des prélèvements concernés par un niveau de gravité. Elles sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau, telle que définie à l'article 1<sup>er</sup>.

IV. Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.

Cette transmission est faite conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.

La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.

Pour information :

-L'arrêté interdépartemental Cadre Sécheresse du 22 mai 2023 délimitant les zones d'alerte et définissant les mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau dans le bassin versant du Marais Poitevin identifie la commune de Sainte Florence dans la zone d'alerte

prélèvement du Lay (MP 10).

- L'arrêté préfectoral de restriction temporaire des usages de l'eau du 14 août 2025 identifie cette zone d'alerte sous le régime d'alerte renforcée concernant les eaux superficielles à partir du 11 août 2025. L'ensemble du département de la Vendée est placé en vigilance pour l'eau potable à compter du jeudi 12 juin 2025.

La carrière des Lombardières, situé sur la commune de Sainte Florence est concernée par ces restrictions.

#### **Constats :**

Au vu du constat du point de contrôle précédent, l'inspection rappelle à l'exploitant qu'il est soumis à l'article 1 de l'AM (prélèvement total supérieur à 10 000 m<sup>3</sup> par an), et s'il ne justifie pas qu'il est exempté des mesures de restrictions (article 3 de l'AM sécheresse du 30 juin 2023), il est soumis aux restrictions associées au niveau de gravité vigilance concernant les prélèvements d'eau sur le réseau AEP, et de niveau gravité alerte renforcée pour ce qui concerne les prélèvements dans les eaux superficielles.

Concernant les restrictions temporaires associées au niveau de gravité vigilance concernant les prélèvements d'eau sur le réseau AEP, l'exploitant indique qu'il a mené une communication écrite et verbale à l'ensemble du personnel le 27 juin 2025 concernant les bonnes pratiques à mettre en place pour économiser l'eau quelque que soit l'origine du prélèvement, notamment en période de sécheresse. Des actions sur des fuites d'eau de canalisation vont également être réalisées et des actions d'amélioration de la gestion de l'eau sont prévues : système d'arrosage des pistes permettant d'utiliser l'eau en fonction des besoins, mise en place des compteurs d'eau sur tout le site et projet d'un nouveau process de lavage des matériaux.

Concernant les restrictions temporaires liées au niveau gravité alerte renforcée pour ce qui concerne les prélèvements dans les eaux superficielles, l'exploitant indique ne pas prélever d'eau dans les cours d'eau et de ce fait, ne pas être soumis aux restrictions concernant le régime d'alerte renforcée concernant les eaux superficielles.

L'inspection rappelle que l'étude hydrogéologique menée par GEOSCOP en 2024 estime pour 2023, sur la base des précipitations annuelles, un prélèvement au bassin de la petite Maine de 601 924 m<sup>3</sup> pour les eaux superficielles et que l'estimation n'est pas faite sur le bassin versant du petit Lay.

L'exploitant n'est pas en mesure de préciser si les prélèvements d'eau dans la nappe superficielle sont déconnectés des cours d'eau superficiels.

L'exploitant ne respecte pas la prescription.

#### **Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de justifier qu'il n'est pas soumis aux restrictions temporaires relatives au régime d'alerte renforcée concernant les eaux superficielles. Il demande à l'exploitant de mettre à sa disposition les éléments permettant de définir le milieu naturel, la masse d'eau dans lesquels il prélève l'eau, la part des eaux pluviales, les volumes prélevés et les volumes consommés pour les différents usages de la carrière.

S'il ne peut le justifier, l'inspection considérera qu'il est soumis aux mesures de restriction temporaires s'appliquant aux eaux superficielles.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

#### **N° 10 : Apports des déchets inertes**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral complémentaire du 16/04/2025, article 3.2.2 (1-2-3-4-5)

**Thème(s) :** Risques chroniques, procédure d'acceptation préalable

**Prescription contrôlée :**

Un article c) est créé à l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2004 :

c) Remblayage/aménagement et recyclage des déchets inertes extérieurs

1. Généralités

"Les déchets inertes externes entrant sur la carrière doivent respecter les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé reprises ci-dessous".

2. Déchets inertes extérieurs acceptés

La quantité acceptée de déchets inertes extérieurs ne devra pas dépasser 200 000 tonnes par an.

Les seuls déchets externes admis sur site sont les déchets inertes suivants (au sens de l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement) :

| <b>CODE DÉCHET</b> | <b>DESCRIPTION</b>   | <b>RESTRICTIONS</b>  |
|--------------------|--|--|
| 17 01 01           | Béton  | Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés  |
| 17 01 02           | Briques  | Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés  |
| 17 01 03           | Tuiles et céramiques   | Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés  |
| 17 01 07           | Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses | Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés  |
| 17 03 02           | Mélanges bitumeux ne contenant pas de goudron                                      | Uniquement de faibles quantités restant en mélange avec d'autres déchets autorisés après un tri selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable. Et ayant fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante. |
| 17 05 04           | Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse                        | A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés   |
| 20 02 02           | Terres et pierres  | Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe  |

Tout autre déchet que ceux listés ci-avant sont interdits.

Les déchets ayant les codes suivants : 17 03 02 sont recyclés sur la plate-forme et ne concourent pas au remblaiement de la fosse.

### 3. Procédure d'acceptation préalable

"L'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Cette procédure, et les consignes relatives à cette procédure, sont portées à la connaissance des personnels et restent disponibles, notamment pour l'agent chargé de l'acceptation à la bascule".

### 4. Document d'acceptation préalable

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement ;
- la quantité de déchets concernée en tonnes.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.

La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

### 5. Contrôle des apports de déchets

Les apports extérieurs ne sont en aucun cas déversés directement dans la fouille. L'exploitant met en place une procédure de contrôle de chaque chargement qui comprend a minima les opérations suivantes :

- *la vérification de la conformité du chargement avec le document préalable à l'entrée de l'installation ;*
- *la réalisation d'un premier contrôle visuel à l'entrée de l'installation afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé ;*
- *le déversement du chargement sur une zone aménagée et réservée à cet effet ;*
- *la réalisation d'un deuxième contrôle visuel lors du déchargement du camion ;*
- *la décision d'acceptation de mise en remblai ou de refus en cas de présence de matériaux indésirables ; en cas de refus, l'exploitant fait recharger les matériaux indésirables dans le véhicule de livraison et l'indique sur le registre prévu à l'article 6 ;*
- *le départ du véhicule de transport des apports après autorisation de mise en remblai des matériaux déchargés.*

Les personnes chargées de la vérification et du contrôle de la conformité du chargement ont reçu une formation à cet effet.

En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document préalable prévu à l'article 4 par les informations minimales suivantes :

- *la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;*
- *la date et l'heure de l'acceptation des déchets.*

### Constats :

Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection :

- la procédure d'acceptation et de remblaiement des matériaux inertes sur la carrière des Lombardières élaborée en juin 2025, qui intègre un logigramme et définit les déchets autorisés, interdits sur le site et une extraction de l'APC du 16 avril 2025 fixant la liste des déchets autorisés.

- le modèle de document d'acceptation préalable (DAP) et de remblaiement des matériaux inertes.

L'exploitant indique qu'à ce jour, il n'a pas procédé à l'accueil de déchets inertes et qu'il prévoit d'en recevoir qu'à partir de fin 2025.

Telle que rédigée, la procédure d'acceptation et de remblaiement des matériaux inertes externes sur la carrière ne respecte pas l'arrêté complémentaire du 16 avril 2025 et l'arrêté ministériel du 14 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 des ICPE. Les déchets autorisés ne sont pas identifiés par leur code de la nomenclature déchet et leur intitulé ne correspond pas aux descriptions des déchets indiqués dans l'arrêté d'autorisation. Les informations sur les déchets interdits ne sont pas cohérentes avec l'arrêté complémentaire dans lequel il est précisé que tout autre déchet que ceux listés dans le tableau sont interdits.

Le logigramme ne permet pas de comprendre les étapes du suivi de l'accueil des déchets inertes de la réception du document préalable d'acceptation, de son arrivée du chargement sur le site de réception, de la vérification de l'acceptation préalable des déchets, des contrôles sur la zone de déchargement, jusqu'à la mise à jour du registre d'admission ou de refus.

Le modèle du document d'acceptation préalable doit identifier plus clairement l'origine du chantier afin de vérifier s'il est potentiellement contaminé.

Concernant les terres et cailloux mélangés, il n'est pas précisé quelles modalités permettent de justifier qu'ils ne contiennent pas de substances dangereuses.

L'engagement du demandeur n'apparaît pas dans la fiche. Il n'est pas précisé que le document préalable d'acceptation préalable a une durée de validité d'un an.

L'accueil des déchets inertes n'étant pas effectif avant la fin décembre 2025, l'inspection considère que l'exploitant respecte la prescription.

#### **Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de compléter la procédure d'acceptation et de remblaiement des matériaux inertes afin de permettre de comprendre, lister chaque étape de la procédure du suivi de l'accueil des déchets inertes selon les agents concernés, les phases de contrôle, de validation et de traçabilité. Cette procédure doit être établie dans le respect des dispositions de l'AM du 12 décembre 2014 et des dispositions de l'APC du 16 avril 2025.

Le modèle du document d'acceptation préalable doit être complété afin de mieux identifier l'origine, la nature du chantier afin notamment de savoir s'il est un site potentiellement contaminé. Les codes déchets écominéro doivent être distingués des codes déchets identifiés pour chaque matériau. Le DAP doit également être complété de l'engagement du demandeur et indiqué que ce DAP a une durée de validité d'un an.

L'accueil de déchets inertes n'ayant pas débuté, l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre la procédure d'acceptation des matériaux inertes ainsi que le modèle de DAP au plus tard avant l'accueil des déchets inertes, soit avant fin décembre 2025. Avant cette échéance, l'exploitant doit également pouvoir justifier que le personnel a été informé de cette procédure et formé en conséquence.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 11 : Apport des déchets inertes

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/04/2025, article 3.2.2 (6)  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, contenus des registres  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant tient à jour les registres d'admission prévus aux articles 1, 5 et 6 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.<br>Les registres sont conservés pendant au moins trois ans et sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.<br>L'exploitant tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre d'admission. Ce plan doit permettre d'assurer la traçabilité du remblayage selon un maillage adapté.<br>En cas de changement d'exploitant, les registres et la localisation des remblais sont communiqués au nouvel exploitant par le précédent. |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant indique que l'accueil des déchets inertes externes n'a pas débuté sur le site.<br>L'exploitant précise que, suite à la fusion du RNDTS avec Track déchets, des tests sont en cours et un correctif de son outil informatique est prévu. Il prévoit de transmettre l'ensemble des données d'ici la fin de l'année 2025.<br>L'exploitant respecte la prescription.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

## N° 12 : déclaration annuelle GEREP

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008 <sup>2</sup> , article 4.V  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déclaration annuelle  |
| <b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une carrière visée à la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées est tenu de déclarer les informations mentionnées au point 9 de l'annexe III.  |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant a établi sa déclaration GEREP en mars 2025.<br>Lors de son analyse, l'inspection constate que l'exploitant n'a pas déclaré prélever plus de 7 000 m <sup>3</sup> /an dans le milieu nature. L'étude hydrogéologique menée par GEOSCOP en janvier 2024 estime :<br>- un volume prélevé de plus de 300 000 m <sup>3</sup> /an correspondant aux exfiltrations d'eau souterraines sur les parois de la fosse)<br>- des volumes d'eau souterraines et superficielles soustraits <u>au bassin versant de la Petite Maine</u> estimés pour les années 2018 à 2023 (évalués sur la base des précipitations annuelles). Ainsi, entre 1991 et 2020, 528 620 m <sup>3</sup> ont été soustraits aux eaux superficielles du bassin versant de la Petite Maine et 198 103 m <sup>3</sup> aux eaux souterraines. En 2023, 601 924 m <sup>3</sup> et 225 574 m <sup>3</sup> ont été respectivement soustraits aux eaux souterraines et superficielles du bassin versant de la Petite Maine.<br>L'exploitant ne respecte pas la prescription. |
| <b>Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>La déclaration 2024 a été validée en séance à la suite des précisions apportées par l'exploitant.<br>Pour la prochaine déclaration, l'inspection demande à l'exploitant de déclarer sur GEREP les prélèvements d'eau qui ne sont pas directement rejetés dans le milieu naturel.  |

2 Arrêté ministériel du 31/01/2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets - NOR : DEVP0773558A



|  |
|--|
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites              |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective |
| <b>Proposition de délais :</b> 6 mois                      |

### N° 13 : Incidents et accidents

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/05/2004, article 2.4   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, incidents et accidents   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de la carrière et de ses installations. Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'inspection des installations classées n'a pas donné son accord.  |
| <b>Constats :</b><br>Lors de la visite, l'exploitant indique à l'inspection qu'un mouvement de terrain a eu lieu sur la zone sud de l'excavation, secteur voué à recevoir des matériaux inertes. L'exploitant indique que ce mouvement de terrain a eu lieu en juin 2025.<br>L'exploitant indique ne pas avoir informé l'inspection de cet incident. Afin de garantir la sécurité sur le site, il indique que depuis cet incident, l'accès au secteur est interdit et que des mesures de sécurité ont été mises en place dans le contre bas. Le suivi est assuré par l'expert géologue après chaque tir de mine.<br>L'exploitant ne respecte pas la prescription.  |
| <b>Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>L'inspection demande à l'exploitant d'interdire l'accès du secteur où a eu lieu l'incident et de lui transmettre un rapport d'incident concernant le mouvement de terrain survenu en juin 2025 qui devra comporter les éléments demandés par l'article R.512-69 du code de l'environnement. Il devra s'appuyer sur la réalisation d'une expertise réalisée par un bureau d'études spécialisé permettant d'identifier les causes de cet incident et les dispositions à mettre en œuvre pour éviter qu'il se renouvelle. L'exploitant doit également transmettre la fiche de notification du BARPI.<br>Cette fiche de notification d'accident/incident rassemblant l'ensemble des informations à transmettre au BARPI et à l'inspection est disponible sur le site : <a href="https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/en-cas-daccident/informer-linspection-des-installations-classees-dun-accident/">https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/en-cas-daccident/informer-linspection-des-installations-classees-dun-accident/</a> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois  |

### N° 14 : Instabilité front d'abattage

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994 <sup>3</sup> , article 11.6  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, front abattage   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>"Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs." |
| <b>Constats :</b><br>Lors de la visite, l'exploitant indique que les épisodes pluvieux successifs ont provoqué en juin 2025  |

3 Arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières - NOR : ENV9430348A



un glissement de terrain sur un front de taille situé au sud en fond de carrière. Ce dernier n'est plus exploité et il sera comblé par l'apport de déchets inertes.

Depuis l'incident, l'exploitant a demandé à l'expert géologue, de réaliser également le suivi du front de taille où s'est produit l'incident. L'expert géologue n'a pas produit de rapport permettant d'établir un état de la situation, de proposer les actions immédiates de mise en sécurité de la zone et les actions de suivi du front de taille. L'exploitant n'a pas tracé les actions correctives mises en place suite aux préconisations de son géologue.

L'exploitant ne respecte pas la prescription.

**Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :**

Cf point de contrôle n°13.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois